

Le Chat déchaîné



CONTRIBUTION ARTISANALE AUX LUTTES ANTI-AUTORITAIRES

PRIX LIBRE

SIXIÈME ANNÉE - N° 12 (NOUVELLE SÉRIE)

OCTOBRE 2025

RÉARMEMENT MILITAIRE, DÉSINTÉGRATION DU SOLIDAIRE

Grâce à Poutine et ses velléités impérialistes, les militaristes de toutes obédiences ne cachent pas leur plaisir. Ils auraient tort de ne pas saisir une telle opportunité. Nous voilà revenus aux bons temps des guerres fratricides mettant au pas les peuples ayant la fâcheuse manie de se révolter. Tous au garde-à-vous derrière nos gouvernements et nos patrons. Les marchands de canons se frottent les mains. Le copain de Vladimir, Donald Trump, qui n'en rate pas une, en rajoute une couche en faisant pression sur les membres de

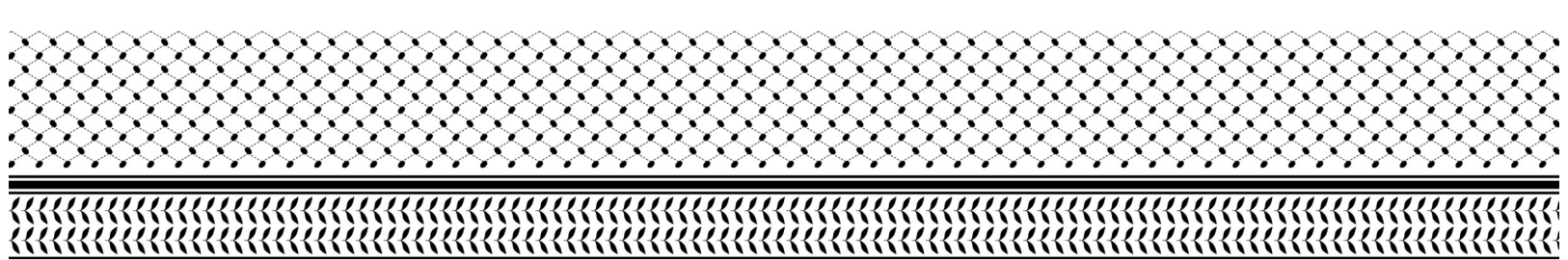
l'Otan pour qu'ils augmentent leur budget à au moins 2 % voire 5 % de leur PIB.

Chacun y va de sa surenchère. «Mes bien chers frères, mes bien chères sœurs d'Europe, il est l'heure de vous serrer la ceinture pour payer votre défense». La sécurité nationale prime sur la sécurité sociale, clament en chœurs nos «experts» ! car pour financer leur réarmement pas question d'augmenter les impôts des plus riches qui ont déjà fort à faire pour produire et nous vendre des armes.

(Suite p. 3)

PALESTINE : NOUS NE FAISONS PAS ASSEZ !

(p. 12)



Fédération Libertaire des Montagnes (FLM)
Rue Jacob-Brandt 80, 2300 La Chaux-de-Fonds
Facebook : Fédération Libertaire des Montagnes
Instagram : flm.montagnes
Twitter : flm_montagnes
flm@espacenoir.ch



Pour nous soutenir :
CCP 12-419903-8
IBAN : CH38 0900 0000 1241 9903 8

La FLM se réunit une fois par mois. N'hésitez pas à nous contacter si vous souhaitez nous rencontrer ou participer à une réunion (sans engagement).

Le Chat déchaîné, « publication anarchiste sur supports divers et à périodicité variable »

Tour à tour affiche murale, brochure, publication en format A4, feuille d'agitation, reproduction de textes anarchistes, compte-rendu de conférence, compilation d'analyses, actualités, paroles de chansons, le Chat déchaîné est un organe de diffusion de la Fédération Libertaire des Montagnes, aux format et sous-titre changeants et à la périodicité fluctuante. Réalisé bénévolement par des militant·es, vendu à prix libre lorsque le format s'y prête, le Chat déchaîné vise à renforcer les luttes au niveau local, par le biais d'informations sur les événements à venir ou passés, de matériel culturel ou encore d'analyses. Alors que la classe politique et le paysage médiatique se droitisent à vitesse grand V, il est important de développer notre propre narratif et nos propres médias. Demandez-nous les versions électroniques (à retrouver aussi sur **wiki-libertaire.ch**), imprimez, photocopiez, diffusez, reprenez les textes, commentez-les !



(Suite de la p. 1)

Bien que les dépenses militaires de l'ensemble des pays européens soient trois fois supérieures à celles de la Russie, et que l'armée de ce pays ait fait la démonstration de son inefficacité, malgré son obstination et son mépris pour la vie de ses soldats, nous allons détruire ce qui reste de notre cohésion sociale pour empêcher une hypothétique invasion.

Halte à la course aux armements !

Pourtant, sans vouloir faire des prédictions hasardeuses, on pourrait, avec cette politique, envisager un tout autre scénario que celui imaginé par nos judiciaires stratèges : A force de déconstruire nos mécanismes de redistribution des richesses et de discréditer toutes celles et ceux qui les défendent, nous pourrions voir aboutir la tendance, déjà largement entamée, de la prise de pouvoir d'une extrême droite pro-Poutine, élue par dépit par une population en colère. Ainsi le dictateur de la Russie arriverait à dominer l'Europe sans tirer un coup de feu, avec en prime des armées surdimensionnées. On aura réalisé, dans ce cas, le plus dramatique auto-goal depuis le traité de Versailles du 28 juin 1919.

Car Poutine est un réel danger pour nos libertés. Ses premières victimes sont les peuples de Russie. A celles et ceux qui, par anti-américanisme pri-

maire ou par confusion conspirationniste, s'aveuglent dans un soutien irrationnel à son régime (même plus «communiste» d'ailleurs), je rappelle les assassinats de journalistes telle que Anna Politkouskaïa et Natalia Estemirova bien avant la guerre en Ukraine, pour ne citer que les plus connues. Ainsi que sa prise de contrôle de tous les contre-pouvoirs et sa répression de toutes les oppositions d'où qu'elles viennent, surtout depuis ses agressions directes ou via des intermédiaires armés et manipulés (Tchéchénie, Géorgie, Ukraine, Syrie, etc). À ce propos. une pensée pour nos camarades Dmitry Pchelintsev, 27 ans, Ilya Shakursky, 23 ans, Andrei Chernov, 26 ans, Maxim Ivankin et Mikhail Kulkov, 24 ans, condamnés respectivement à 18, 16, 14, 13 et 10 années de prison à régime sévère après avoir été torturés pour avoir organisé des réseaux anarchistes. Il est regrettable de constater que les mêmes erreurs se répètent, évoquant l'époque où bon nombre de communistes, pourtant sincères, défendaient coûte que coûte les régimes staliniens et leurs héritiers en s'enferrant dans un déni des camps de concentration et des persécutions, notamment de nombreux... communistes. Voilà où nous mènent les excès de la foi contre l'évidence des faits : ils et elles se persuadaient qu'il s'agissait de propagande capitaliste et fustigeaient ces « traîtres »

anarchistes et autres socialistes anti-autoritaires qui dénonçaient les crimes de ce régime autocratique. Cela dit en passant, cette adhésion inconditionnelle n'est sans doute pas pour rien dans l'effondrement de l'URSS. On devrait pourtant savoir de nos jours que le pluralisme et la contestation critique sont indispensables à la santé d'une société, comme la diversité biologique l'est pour tout écosystème. Il faut donc s'opposer aux tentatives hégémoniques de tous bords portées par l'extrême droite, les ultralibéraux, les oligarques, les autoritaires et même certains milieux de gauche.

Soyons solidaires des dissidentes et des dissidents, offrons l'asile aux déserteurs

de Russie ou de toutes les armées. Organisons la résistance contre les autoritarismes d'ici et d'ailleurs et les guerres toutes plus injustifiables les unes que les autres. Investissons dans l'éducation, l'égalité sociale, la santé, l'émancipation par les savoirs, les droits humains, l'engagement citoyen, l'autogestion, la préservation de l'environnement plutôt que dans l'armement censé nous protéger mais qui, en fait, nous éloigne de la paix, de la liberté, et gaspille nos ressources.

Michel Némitz

DANS LA CATÉGORIE "ÇA TUE, ÇA POLLUE, ÇA REND CON"



Une commandante de l'armée suisse et quinze officiers ont été condamnés cet été par un tribunal militaire pour avoir... frappé des recrues lors d'un bizutage. Une tradition, paraît-il. On parle quand même de clavicules cassées.

L'occasion de relire la brochure *L'armée contre le peuple*, écrite par un compagnon de la FLM pour le GSSA (Groupe pour une Suisse sans armée) disponible à Espace Noir et sur wiki-libertaire.ch. Et pourquoi pas d'adhérer au GSSA ?

POLICE COMPLICE

Le 6 septembre 2025, en pleine manifestation pour la Palestine, alors que des enfants et des personnes âgées étaient présentes et que le public était majoritairement assis sur la chaussée, une voiture a foncé dans la foule. Utilisons bien le terme « foncer » pour décrire la réalité, personne n'a « traversé » de manifestation comme s'il s'agissait d'un acte amical.

La police lausannoise, pourtant si prompte à être intraitable avec les chauffards quand ils sont racisés et sur

un scooter, a tranquillement discuté avec le coupable. Ils ont constaté les légers dégâts sur son véhicule, sans doute au cas où ce brave citoyen tenterait de porter plainte contre les manifestants, allant même jusqu'à lui serrer la main.

La scène est lunaire. Empêtrée dans ses violences racistes, la police lausannoise s'évertue à faire pire.

Jiji

AFGHANISTAN

Les livres écrits par des femmes sont interdits à l'université. Après un séisme, des sauveteurs ont refusé de secourir les femmes, par « interdiction » religieuse de les toucher. Évidemment, les femmes médecins, infirmières etc. ne peuvent plus exercer. Cela n'empêche pas la Suisse de renvoyer des requérants d'asile vers l'Afghanistan et de

collaborer avec le régime taliban pour les identifier. Le 20 août, une délégation talibane a carrément été accueillie à l'aéroport de Genève pour ce faire.

Intéressant de voir que la Suisse refuse de reconnaître l'État palestinien au prétexte du Hamas, mais qu'elle n'a pas de problème à collaborer avec les talibans.

BURKINA FASO

Le régime d'Ibrahim Traoré, qui n'a vraiment pas grand-chose d'un nouveau Sankara, criminalise les personnes LGBT+. La lutte contre l'impérialisme français ne mène pas automatiquement à des politiques progressistes. La réac-

tion contre les personnes qui ne satisfont pas aux normes hétéropatriarcales de genre font face à des attaques sur tous les continents. Et la solidarité avec les personnes queers à gauche n'est pas toujours exemplaire, malheureusement.

CONTRE LE PILLAGE DU MONDE

Le 5 septembre, près d'un demi-millier de personnes ont défilé à Neuchâtel derrière une banderole « contre le pillage du monde », à l'appel de la Grève du Climat. Le mouvement écologiste était là « pour dire que les luttes écologistes, antiracistes, internationalistes, féministes, queers et syndicales ne se contentent pas de s'additionner: elles se complètent et se renforcent », « pour dire que l'absence de plan climat efficace dans le canton de Neuchâtel, le génocide du peuple palestinien, l'oppression des populations kurdes ou sahraouies, la destruction de la forêt amazonienne ou les massacres en RDC ne sont pas des problématiques séparées, mais trouvent leur origine dans les mêmes logiques et systèmes économiques, et sont souvent soutenues et financées par les mêmes entités, qui ont souvent leur siège en Suisse. » Une belle manifestation, énergique, pleine de keffiehs, de slogans contre l'écologie libérale et de messages internationalistes.

Comité Rojava

Le Comité Rojava des Montagnes du Jura y a fait un discours. Pour le comité, « être ensemble ici [...] dans la rue, ça nous montre qu'ensemble, on peut lutter contre ces politiques écocidaire ». L'accent était mis sur Holcim,

ex-Lafarge-Holcim, qui a abandonné une partie de son nom « parce qu'alors que Daech imposait sa barbarie dans toute la région, réduisant des milliers de femmes yézidiennes en esclavage, le groupe [...] a versé des millions de francs à Daech, tout ça pour pouvoir continuer à exploiter sa cimenterie près de Raqqa en Syrie. » Holcim sera jugé pour cela à Paris en novembre. L'occasion de rappeler que les mobilisations en Suisse, notamment celles de la ZAD de la Colline « constituent aussi un acte direct et tangible de solidarité avec le Rojava, cette petite zone du nord est de la Syrie où la population lutte depuis 2012 pour la construction d'un système autonome. Le processus révolutionnaire en cours au Rojava constitue une faille dans le système capitaliste global et représente un espoir pour toutes les personnes qui rêvent de créer une société solidaire, féministe et écologique. » L'occasion de rappeler que cette révolution est en danger face aux attaques de l'État turc, aux survivances de Daech et au danger posé par le nouveau gouvernement syrien, dominé par les islamistes – l'homme fort, al-Charraa, est un ancien leader d'Al Qaida qui a même un temps combattu dans les rangs de Daech.

R. A.

ALLEMAGNE : L'ANTIFASCISTE HANNA CONDAMNÉE À 5 ANS DE PRISON

Vendredi 26 septembre 2025, le tribunal régional supérieur de Munich a condamné la militante antifasciste Hanna à cinq ans de prison pour « *formation d'une association de malfaiteurs* » et « *tentative de coups et blessures graves* » suite à la mobilisation

antifasciste contre une mobilisation néo-nazie en février 2023 à Budapest. Arrêtée en mai 2024 à Nuremberg, elle était depuis en détention provisoire.

Repris de secoursrouge.org

UN SYNDICAT D'EXTRÊME-DROITE À L'USS

Garanto, le syndicat ultra-corporatiste des gardes-frontières, a élu à sa tête Jean-Luc Addor, un UDC bien d'extrême-droite, bien raciste (il a été condamné pour ça) et bien militariste (il est à l'origine de la plainte et des perquisitions contre la Grève du Climat suite à l'appel à la grève militaire), sans passé syndical. La direction de l'Union syndicale suisse temporise voire minimise. Il nous semble qu'il n'y a rien de bénin là-dedans : des gens dont une des

missions est d'appliquer les lois racistes et xénophobes de la Suisse dans le domaine migratoire ont choisi de mettre un réactionnaire, un militant d'extrême-droite, un élu d'un parti farouchement pro-patronal à leur tête. La lutte contre l'extrême-droite et contre le fascisme doit aussi se mener dans nos organisations syndicales.

R. A.

LIBÉRATION D'UN RÉVOLUTIONNAIRE

Georges Ibrahim Abdallah, militant communiste des Forces Armées Révolutionnaires Libanaises, a enfin été relâché de sa prison française, après quatre décennies d'enfermement. Il était libérable depuis 1999, mais les pressions étasuniennes (qui n'ont probablement pas eu besoin d'être très appuyées) l'ont

fait croupir 26 ans de plus dans sa cellule. Il n'a jamais abandonné la lutte, et ne semble pas près de le faire. Dès son arrivée au Liban, il a appelé à intensifier la solidarité avec le peuple palestinien, critiquant au passage les régimes arabes.

LA LITTÉRATURE AU PEUPLE ! CHAPITRE UN.

« Je suis un ouvrier qui a mal tourné... je me suis mis à raconter des histoires populistes d'abord, puis, dans ce langage qui était le mien, j'ai raconté des histoires noires. »

Jean Meckert

En 1910, Jean Meckert naît à Paris dans un milieu modeste, d'un père employé de la Compagnie des omnibus, un libertaire qui désertera et l'abandonnera. Sa mère, internée pendant deux ans, n'eut ensuite pas d'autre choix que d'être femme de peine jusqu'à la fin de ses jours. Placé dans un orphelinat protestant. Meckert gardera de ce séjour la détestation de l'enseignement religieux, le souvenir de la faim et du froid, mais surtout le sentiment de l'humiliation et de l'abandon. Après un apprentissage dans un atelier de construction de moteurs électriques, il devient employé de bureau puis connaît le chômage et les petits boulots. Parce qu'il « crevait de faim », il s'engage dans l'armée. Après l'avoir quittée, Jean Meckert travaille un an dans une carrosserie publique, photo minute dans les foires,



bobineur, camelot, détective dans une agence de renseignements. Capturé par l'armée allemande au cours de la seconde guerre mondiale, il est interné en Suisse.

À son retour en France, Meckert passe différents concours, avant d'être finalement admis aux écritures dans les bureaux de l'état civil à la préfecture de la Seine. Son premier roman *Les coups*, publié aux Editions Gallimard, dépeint la vie d'un jeune ouvrier qui, confronté aux difficultés de l'existence, sombre dans les violences conjugales. Salué par la critique, notamment par André Gide et Raymond Queneau, ce livre devient un succès commercial, la première édition étant rapidement épu-

sée, alors que Georges Duhamel avait jugé, quelques années auparavant, l'écriture de cet écrivain trop influencée par Céline.

Abandonnant son métier pour se consacrer à l'écriture, Meckert rédige dans la foulée *L'Homme au marteau* qui décrit le quotidien répétitif et étouffant d'un employé du Trésor public, que ne distraît pas une morne vie de famille et qui dans un sursaut, insulte son chef et claque la porte. Les années suivantes, paraissent successivement *La lucarne* où le personnage principal, au chômage depuis plus d'un an, ne peut que tenter de survivre, dans une époque où être sans emploi produit de la honte, où le travail représente encore une valeur essentielle, *Nous avons les mains rouges*, dans lequel, un groupe continue, deux ans après la Libération, une épuration qu'il pense juste, *La ville de plomb* qui est un roman qu'écrit un tout jeune dessinateur industriel, pour se libérer du quotidien, pour exprimer sa peine, ses espoirs et surtout l'impression pesante, étouffante, que fait sur l'âme de l'adolescent qu'il est encore le monde affreux qu'est le nôtre et *Je suis un monstre* qui raconte l'assassinat d'un adolescent communiste par quatre de ses camarades dans une école de plein air en Savoie, dont le jeune moniteur qui narre l'histoire, décide d'abord de maquiller le crime en accident.

Ces romans n'obtiennent pas le succès des deux premiers. Il y dénonce une société qui brise les rêves et répand la misère, avec des personnages qui sont de petites gens, des modestes, des solitaires aussi, qu'il peint sans mièvrerie ni naïveté, avec le réalisme généreux de celui qui écoute et transcrit l'expressivité de la langue populaire. Il écrit un roman noir dans la Série noire, *Y a pas de Bon Dieu !*, publié sous le pseudonyme de John Amila, diminutif de Amilannar, que l'auteur avait proposé et qui signifie « effronté » en espagnol ou l'Ami Anar. Au total, Meckert, devenu Jean Amila, écrira vingt et un polars, dont de nombreux romans consacrés à la première et seconde guerre mondiale où il dévoile ses convictions anarchistes et antimilitaristes.

Après la publication de *La vierge et le taureau* dans lequel il dénonce l'administration coloniale française et les expérimentations nucléaires en Polynésie, il est agressé par des inconnus. Devenu en partie amnésique à cause des coups reçus, assommé par le gardénal, l'écrivain entre dans une longue période de dépression qui lui inspire Comme un écho errant. Ce dernier roman, refusé par Gallimard, sera publié de manière posthume.

Just Thierry

COMPRENDRE LES ARGUMENTS ANTI-PALESTINIENS

Un ensemble disparate d'acteurs politiques du Nord global, incluant par exemple l'Union syndicale suisse, le Parti socialiste suisse ou encore la France d'Emmanuel Macron semble s'accorder sur des positions convergentes : il faut désarmer le Hamas, il faut libérer les otages, il faut libérer les prisonniers·ères (encore que cette revendication soit venue tardivement), il faut une forme de transition démocratique sans le Hamas en Palestine, Israël doit cesser de commettre des crimes contre l'humanité, il faut une solution à deux États. Souvent dans cet ordre, d'ailleurs. Ce type de position est absolument ignoble, et constitue de facto une prise de position pro-israélienne. Il nous semble important de démontrer point par point ces revendications.

Le Hamas et probablement certaines autres factions palestiniennes ont tué plusieurs centaines de civil·es, dont des adolescent·es, le 7 octobre 2023. C'est important de le dénoncer.

Mais si cela suffit à demander le désarmement du Hamas, on devrait demander de désarmer l'État israélien d'abord, lui qui bien avant le 7 octobre 2023 assassinait les Palestinien·nes régulièrement. Demander de désarmer le Hamas sans désarmer d'abord Israël, c'est favoriser résolument la puissance occupante, coloniale et désormais géno-

cidaire au détriment de la résistance palestinienne.

En effet, la résistance palestinienne fait corps derrière la lutte armée, et celle-ci est unifiée au sein d'un commandement militaire unique, où le Hamas est majoritaire - majoritaire car il s'agit de la faction palestinienne la plus importante. On peut regretter la logique d'union sacrée à l'œuvre, comme nous l'avons fait dans un précédent numéro, mais qu'on le veuille ou non le Hamas fait partie de la résistance palestinienne. Le désarmer revient à désarmer la lutte anticoloniale. Et donc à laisser la population palestinienne sans aucune défense face à un État génocidaire. L'OLP s'y était risqué au Liban. Les alliés d'Israël en avaient profité pour commettre les massacres de Sabra et Chatila.

Les gouvernements occidentaux et une bonne partie de la gauche politique s'accrochent au mythe d'une résistance palestinienne incarnée par l'OLP (organisation de libération de la Palestine), elle-même incarnée par l'Autorité palestinienne. Mais cette « Autorité » contrôlée par le Fatah n'est pas « la résistance ». Au contraire, elle se limite largement à être un supplétif policier au service de l'occupation. D'ailleurs, le Fatah a perdu les dernières élections (il y a deux décennies) au pro-

fit du Hamas. Il a ensuite fait un coup d'État (déclenché après plusieurs affrontements armés entre factions palestiniennes) pour rester au pouvoir, soutenu par les États-Unis et approuvé par Israël. D'autres membres de l'OLP, dont le FPLP et le FDLP, sont aujourd'hui alliés au Hamas, tout comme plusieurs factions armées qui ont rompu avec le Fatah. On voit donc qu'une « solution » qui passerait par se débarrasser du Hamas au profit du Fatah est totalement irréaliste. Notons que l'Autorité palestinienne, qui n'a pas grand-chose d'un gouvernement souverain, approuve les plans occidentaux de désarmement du Hamas. Insistons aussi sur le fait que les États occidentaux n'ont pas reconnu l'État palestinien quand la gauche et les nationalistes laïcs étaient au pouvoir. Et qu'ils n'ont pas attendu la création du Hamas pour soutenir les colonies israéliennes en Cisjordanie, à Jérusalem-Est et dans la Bande de Gaza.

La question des otages a fait couler beaucoup d'encre. Nous n'approuvons pas ces méthodes de prise d'otage non-ciblée, mais il est important de comprendre pourquoi elles ont eu lieu. L'État israélien détenait avant le 7 octobre des milliers de Palestinien·nes, y compris des enfants, souvent via des procédures administratives (sans jugement, et souvent sans durée claire). Ces Palestinien·nes sont, de fait, des otages,

que la résistance espérait échanger, ce que l'État israélien a refusé. Le gouvernement israélien sacrifie les otages juif·ves sans hésiter. La guerre génocidaire en cours n'a évidemment pas grand-chose à voir avec leur libération, mais tout à voir avec une volonté coloniale et de nettoyage ethnique.

Les accusations de terrorisme sont brandies chaque fois qu'un groupe palestinien se montre violent, y compris lorsque ces actes ont lieu contre des infrastructures israéliennes ou des colons dans les territoires occupés - comme dernièrement à Jérusalem-Est. Elles ne sont pas contre pas appliquées aux crimes de l'État israélien.

Dernier mythe, bien triste ; la soi-disant opposition massive au gouvernement israélien. Elle existe, bien sûr. Mais l'immense majorité des manifestant·es n'est pas pour la décolonisation, pas même pour une solution à deux États (que ce soit dans les frontières pré-1967 ou non). Au parlement, à part une très minoritaire extrême-gauche et les élus arabes, les partis d'opposition ont rejeté à plusieurs reprises l'éventualité d'un État palestinien. Dans la rue, les manifestations massives d'août (plusieurs centaines de milliers de participant·es) ont certes mis en avant la possibilité d'arrêter la guerre. Mais pour pouvoir faire revenir les otages, pas pour stopper le génocide ! Selon notre estimation au doigt mouillé, le bloc

anticolonial – qui s'est fait attaquer par la police – regroupait quelques centaines de personnes. Et le mouvement des refuzniks (réfractaires au service militaire) et autres militant·es juif·ves antisionistes, s'il est bien réel et tente de forcer le blocus, est loin d'être un mouvement de masse. Espérer une solution

à deux États négociée entre l'entité sioniste et la résistance palestinienne - surtout si elle exclut le principal groupe armé palestinien - est illusoire. Et c'est se mettre de facto du côté de l'État génocidaire.

R. A.

NOUS N'AVONS PAS (ENCORE) FAIT ASSEZ

La première série de ce numéro est imprimée le 7 octobre 2025. Cela fait deux ans jour pour jour que l'État israélien assume ses menées génocidaires, deux ans que la population palestinienne de la Bande de Gaza est massacrée, deux ans que les exactions se multiplient à Jérusalem-Est et en Cisjordanie, mais plusieurs décennies que l'État israélien, un État colonial fondé sur le nettoyage ethnique, un État d'apartheid, opprime les Palestinien·nes.

Au moment d'écrire ces lignes, les choses bougent un peu. L'Espagne et même l'Italie (suite à des grèves et mobilisations massives) ont envoyé des bâtiments de guerre pour protéger une flottille humanitaire qui vogue vers Gaza. Le président colombien appelle à une intervention armée. Mais cela est bien faible, et arrive bien tard. L'ONU, les États dits démocratiques, la soi-disant communauté internationale ont, encore une fois, laissé un génocide être commis. Après 1945, on avait dit « plus

jamais ça ». Ce vœu pieux n'a pas empêché le massacre de Srebrenica ni l'extermination des Tutsis. Aujourd'hui, de nombreux pays, notamment les États-Unis, l'Allemagne, mais aussi la Suisse, la France, le Royaume-Uni ou le Canada, soutiennent, financent, équiper un nouveau génocide. Et bien plus encore, dont l'Italie et l'Espagne, ont livré des armes à l'État colonial jusqu'à fin 2023.

L'action des gouvernements est infâme. Mais il faut admettre que notre camp n'a pas non plus été à la hauteur.

Ailleurs, quelques actions de sabotage ou de blocage (dockers en Méditerranée qui ont refusé de charger du matériel de guerre, Palestine Action au Royaume-Uni qui a porté des coups importants aux usines d'armement - ce qui lui a valu d'être classée comme organisation terroriste) ont porté leurs fruits. En Suisse, quelques actions bienvenues pour forcer une poignée de caisses de pensions à désinvestir des

obligations israéliennes, des actions de boycott et quelques actions directes par exemple contre Rami (sous-traitant d'Elbit, à Courtételle) ou UBS ont bien eu lieu. Et quelques universités ont coupé leurs liens avec Israël. En Espagne, les mobilisations sont assez massives (ces dernières semaines on a beaucoup parlé d'une compétition cycliste annulée après des blocages pour empêcher une équipe israélienne de courir) et le gouvernement commence à prendre des sanctions, tout comme le gouvernement belge ou, de l'autre côté de l'océan, le gouvernement colombien. En Italie, la rue et surtout les grèves ont permis de faire bouger le gouvernement, pourtant d'extrême-droite, jusqu'à le pousser à envoyer un navire protéger la Sumud Global Flo-tilla. Mais ce n'est de loin pas assez.

Les partis institutionnels de gauche et de droite sont soit à côté de la plaque,

soit carrément complices du génocide en cours. L'USS n'est pas en reste. Mais il nous faut aussi reconnaître que l'extrême-gauche, les anarchistes, les internationalistes en Suisse et ailleurs n'ont pas été à la hauteur. Nous n'avons pas débordé les appareils bureaucratiques. Nous n'avons pas physiquement bloqué, du moins pas de manière massive, les collaborations entre institutions suisses et israéliennes. Nous n'avons pas attaqué, ni même identifié, la plupart des sous-traitants du complexe militaro-industriel israélien.

Il n'est pas trop tard. On peut encore bloquer Elbit et consorts. Mais il faut agir vite. Les massacres et la famine font déjà tomber des centaines de milliers de Palestinien·nes.

R. A.

11 OCTOBRE 2025, 15H, PLACE DE LA GARE,

BERNE :

MANIFESTATION

2 ANS DE GÉNOCIDE

100 ANS DE RÉSISTANCE

ENCORE UN RENVOI IGNOBLE

Naser, un réfugié afghan qui a fui les talibans, un ami qu'on pouvait croiser à Pontareuse, à L'Amar ou à Béthanie, était tout à fait intégré dans le tissu local. Malgré cela, l'État voulait le renvoyer en Grèce, où il a obtenu un statut de réfugié et où il a surtout été victime de mauvais traitements. Un cas d'école de protocoles déshumanisants. En août, Naser a finalement accepté (ou plutôt cédé à la pression) et s'est volontairement rendu à Fribourg pour collaborer à son propre renvoi.

Et là, il s'est fait arrêter et emprisonner! Il n'a rien commis d'illégal et s'est livré lui-même. Malgré cela, l'État l'a

enfermé, une décision confirmée par la « justice » bourgeoise. Une illustration de plus que le système d'« asile » – ou plutôt de gestion des flux migratoires – est une abomination et repose sur la négation des libertés qui sont censées être au cœur de nos sociétés (par exemple la protection contre l'emprisonnement arbitraire... ou la liberté de circuler). Naser a été renvoyé en Grèce, d'où il a pu donner des nouvelles aux copaines.

Il est grand temps d'abattre la Forteresse Europe. Et ses prisons administratives en Suisse.

On espère te revoir bientôt, Naser.

SYNDICATS : IL FAUT POUVOIR PARLER DE POLITIQUE

Unia, le plus grand syndicat de Suisse - auquel un certain nombre de membres et sympathisant·es de la FLM adhèrent – est un syndicat démocratique. Qu'est-ce que ça veut dire? En théorie, que la base (les membres cotisant·es) décident des orientations stratégiques, et que l'appareil (les salarié·es du syndicat) les appliquent. Dans les faits, cela signifie généralement que l'appareil fait ratifier ses idées et décisions par la base, dans des processus qui oscillent entre la chambre d'enregistrement et le plébiscite. Évidemment, la base peut parfois - souvent, peut-être -

amender, modifier les propositions de l'appareil, et éventuellement les rejeter. Pour ce qui est d'arriver avec des idées nouvelles, il en va tout autrement. Ce n'est pas impossible, mais rien n'est fait pour faciliter cela. Dans cet article, nous allons voir comment s'organise le syndicat lorsqu'il est question de « politique », et ce que ça provoque.

Tout d'abord, la politique au sens étroit est déléguée à l'USS (Union Syndicale Suisse, la plus grande faîtière syndicale) ou à son équivalent régional. Lorsque la base évoque ces questions, elles sont souvent évacuées. Cela pose

plusieurs problèmes. Le premier, c'est que c'est simplement faux, la politique n'est pas l'apanage de l'USS: la centrale d'Unia a en fait un Département politique... où la base n'est pas représentée. Et l'USS, ou plutôt son appareil, s'appuie évidemment largement sur ce que l'appareil d'Unia souhaite. Le deuxième problème, c'est qu'à l'USS, certaines décisions doivent être approuvées par des délégué·es. Environ la moitié de ces délégué·es sont des salarié·es des syndicats, qui se retrouvent face à leur patron·ne. L'autre moitié, au moins pour Unia, n'a de toute façon pas de mandat de la base, puisque ladite base n'a pas d'espace pour discuter politique. Résultat : l'appareil a un poids disproportionné dans l'élaboration des projets et orientations et dans la prise de décision.

Le poids de l'appareil se voit un peu partout. À l'assemblée nationale des délégué·es (AD), par exemple, la présidence de séance est censée être assurée par un·e membre. Dans les faits, c'est la direction professionnelle du syndicat qui dirige la séance. De plus, les débats prennent généralement la forme d'un ping-pong entre l'appareil et la base, plutôt que de discussions entre membres de la base. Relevons d'ailleurs qu'il s'y déroule quelques absurdités bureaucratiques. La plus parlante, c'est que pour satisfaire aux statuts d'Unia, l'AD doit se prononcer sur les prises de

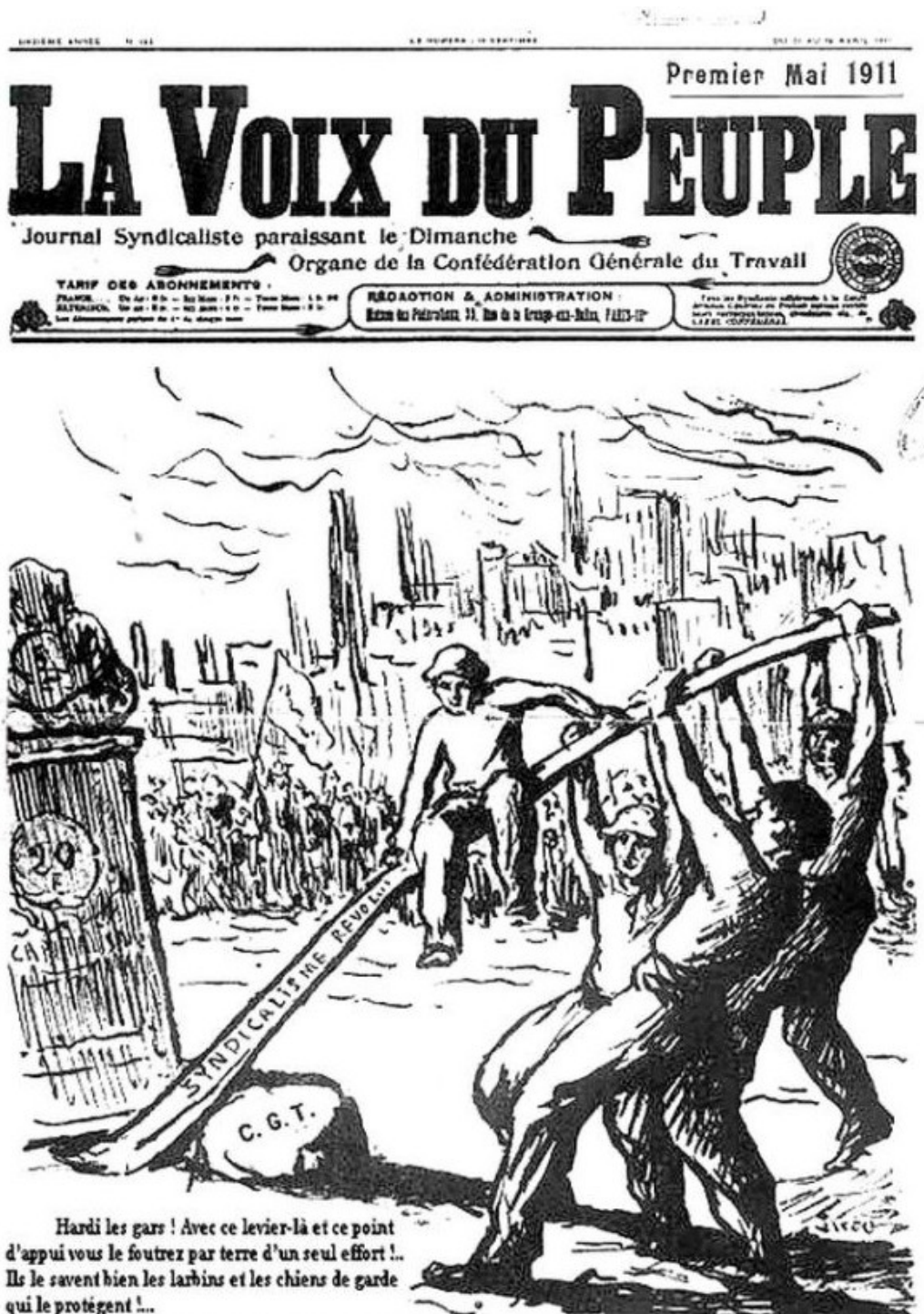
position pour les votations populaires. Dans les faits, l'USS a généralement déjà pris position, et Unia suit (la présidence professionnelle estime que c'est statutairement obligatoire, ce qui fait en fait débat). On a donc une AD qui vote dans le vide, sans débat et sans influence sur les prises de position. Mais les apparences et les procédures bureaucratiques sont sauvées.

Notons tout de même que la base a, suite à un processus relativement démocratique et participatif, clairement décidé de... séparer l'opérationnel et le stratégique. La logique: avoir moins de réunions, demander moins d'engagement pour les membres, et s'appuyer efficacement sur un appareil professionnel pour tout ce qui est pratique. Dans les faits, cela pousse à se reposer encore plus sur les propositions et jugements de l'appareil, puisque ce sont les secrétaires qui vont devoir appliquer tout ce qui est décidé. L'opérationnel est évidemment stratégique, et séparer aussi nettement les deux renforce la position de l'opérationnel (c'est-à-dire de l'appareil) au détriment de la base. Il est d'ailleurs souvent compliqué pour les comités qui le souhaiteraient de s'organiser pratiquement, tout (impres-sions, rédaction de texte, accès au matériel, réservation des salles...) passant par les secrétaires. Il est fort douteux que cette séparation, relativement récente, puisse mener à un regain de

discussions stratégiques parmi une base libérée des contingences logistiques.

Le manque de discussion se voit aussi dans les moyens d'action et la relation à certaines positions, comme la paix du travail et le partenariat social. Il y a quelques années, le congrès a décidé (contre l'avis de l'appareil) de s'affranchir du principe du partenariat

social et de laisser la liberté au syndicat de ne pas respecter la paix du travail en cas de licenciement abusif. Sur le papier, c'est une décision importante. Dans les faits, la base n'en a jamais vraiment rediscuté, il n'y a pas de réflexion collective (en tout cas pas dans les organes de milice) sur ces sujets, et l'appareil met souvent les



pieds au mur. Autant dire qu'on n'est pas près de construire un syndicat de rupture. Idem pour les moyens d'action: l'appareil fait des propositions, la base tranche. Mais *quid* de moyens moins habituels ? Que se passerait-il en cas de sabotage, par exemple ? Pas nécessairement que nous soyons pour qu'Unia s'y mette, mais si des grèves sauvages surgissaient et que des machines étaient fracassées, comment réagirait le syndicat, et avec quel « mandat » de la base ? La question pourrait aussi se poser en lien avec des mouvements hors du monde de l'entreprise. En France, plusieurs sections de grands syndicats se sont investies dans les mobilisations des Soulèvements de la Terre, où l'on assiste parfois à des désarmements (c'est-à-dire des destructions) visant des industries particulièrement polluantes. Comment est-ce qu'Unia réagirait si ça prenait en Suisse ? Et si des ouvrier·ères dans l'industrie sabotaient des machines « à usage mixte » destinées par exemple à l'armement israélien ? Personne au syndicat n'a ces réponses, tout simplement parce que ces scénarios ne sont même pas envisagés, et que ni la base ni l'appareil n'ont (du moins collectivement) une culture politique et syndicale qui leur permette d'avancer des pistes. L'histoire syndicale suisse n'est pourtant pas tout à fait étrangère à ces questionnements: qu'on pense par exemple à la (certes défunte

depuis un siècle) Ligue d'action du bâtiment de la FOBB (un précurseur d'Unia) qui allait démonter les chantiers où les conventions collectives n'étaient pas respectées. Mais depuis, le mode de pensée légaliste et institutionnel a interdit ne serait que d'y songer. La légalité bourgeoise est en effet largement devenue la référence pour décider de ce que le syndicat peut faire ou non. L'application de la loi est même le cœur de l'action d'Unia, qui se substitue à l'État qui n'est pas pressé de forcer les patrons à respecter les régulations en place.

Comment se libérer de ce poids bureaucratique, comment relancer des discussions politiques à Unia et dans d'autres syndicats, comment passer à l'offensive dans une perspective anticapitaliste ? Une idée qui revient souvent est de créer des groupes de réflexion ou d'action entre membres d'un ou plusieurs syndicats. Mais cela se heurte à tout un tas de problèmes pratiques. Il semble que les exemples de réussite reposent plutôt soit sur une lutte concrète, soit sur des réseaux formés dans d'autres luttes, d'autres milieux ou via des organisations formalisées hors du syndicat (mais attention, les tentatives de prises de responsabilités dans l'appareil syndical par les trotskistes de la LMR ont plus permis de créer de nouveaux bureaucrates que d'infléchir les positions de la FTMH... et en ont poussé certains à concevoir un syndicat

Unia centralisé à l'appareil fort dans l'espoir de le contrôler, lors de la fusion).

Essayer de se reconnaître et se coordonner au sein d'Unia, pousser à chaque occasion à la réflexion, défendre des pistes décroissantes, queerféministes, antimilitaristes, internationalistes, de classe, rédiger des résolutions pour forcer l'appareil et/ou la base à se prononcer, insister sur le rapport de force plutôt que sur le cadre légal, demander à ce que la base se prononce à chaque occasion... pourraient être des pistes.

Mais peut-être que bâtir des syndicats plus radicaux et plus démocratiques, comme la FAU, serait aussi au moins une partie de la solution. Ça tombe bien, des camarades s'attellent à monter une section neuchâteloise de ce syndicat de base.

Robin A.

Relire : « La place des syndicats dans les transformations sociales », *Le Chat déchaîné* n° 8

APÉRO LIBERTAIRE ET TABLE RONDE SUR L'AUTOGESTION

Le 6 septembre dernier, Espace Noir a accueilli une nouvelle édition de l'apéro libertaire, co-organisé avec la FLM. Concert, grignotages, discussions et surtout table ont animé l'après-midi et la soirée.

Un membre du collectif d'Espace Noir et une représentante de la Librairie du Boulevard à Genève ont échangé sur le thème de l'autogestion, confrontant leur expérience et les enjeux touchant les deux structures, avec une participation intéressée et intéressante du public.

À la Librairie du Boulevard, tout est fait sur un pied d'égalité depuis 1975 – sauf le nettoyage, externalisé. Les six libraires (qui partagent le lieu avec deux apprenti·es) sont salarié·es, au

même salaire horaire, et toustes sensiblement au même pourcentage. L'équipe se concentre sur la vente de livres, dont la sélection est marquée à gauche, sans forcément adopter une ligne politique spécifique. La librairie n'hésite tout de même pas à afficher ses convictions en vitrine – ce qui lui a valu un bris de vitre par des fachos.

À Espace Noir, l'engagement de chacun·e est très variable et le collectif repose largement sur le bénévolat. L'horizontalité en pâtit parfois un peu (en tout cas en comparaison avec la Librairie du Boulevard) notamment car le partage de savoir-faire n'est pas aussi complet. Mais cela permet aussi à tout un chacun de s'investir à son rythme. Et

puis, le collectif d'Espace Noir tient à continuer ses activités, même si la gestion interne n'est pas toujours parfaite. Il s'agit aussi de faire vivre une région périphérique. Espace Noir a ainsi la seule librairie et le seul cinéma du Vallon de Saint-Imier. Ça fonctionnerait peut-être mieux à La Chaux-de-Fonds, mais ce n'est pas le but. Le lieu, qui anime la vie imérienne depuis 1986, bénéficie de très peu de subventions, ce qui permet aussi d'être libre de se positionner sans voir les autorités lui mettre la pression. Et effectivement, Espace Noir assume clairement une orientation libertaire, même s'il n'est nul besoin d'être anarchiste pour le rejoindre.

La copine genevoise a relevé une difficulté tout de même au Boulevard : quand les affaires vont un peu moins bien, il n'est parfois plus possible de verser les salaires. Et si personne ne prévoit de partir, comment décider de qui « licencier » ? Une problématique qui touche moins Espace Noir...

FÉMINICIDES

Au moment d'imprimer ce numéro, 24 femmes avaient été tuées en raison de leur genre, généralement par leur mari ou compagnon, depuis le début de l'année. « 2025 est l'année la plus

puisque les gens sont de toute manière peu voire pas payés. Il paraît clair qu'une structure autogérée ne suffit pas à s'extraire totalement de la réalité économique hégémonique.

Au-delà du fonctionnement de chaque lieu, on en a profité pour parler de la place de ce genre de coopératives autogérées dans la transformation sociale. On en retient qu'elles sont nécessaires, mais qu'elles ne permettent pas à elles-mêmes de s'émanciper du système capitaliste.

On retient aussi que l'autogestion peut prendre des formes très variées. Et c'est une très bonne chose. Il nous faut explorer, tenter, expérimenter, et échanger sur nos réussites, nos échecs, nos aventures et nos routines. Construire, ensemble.

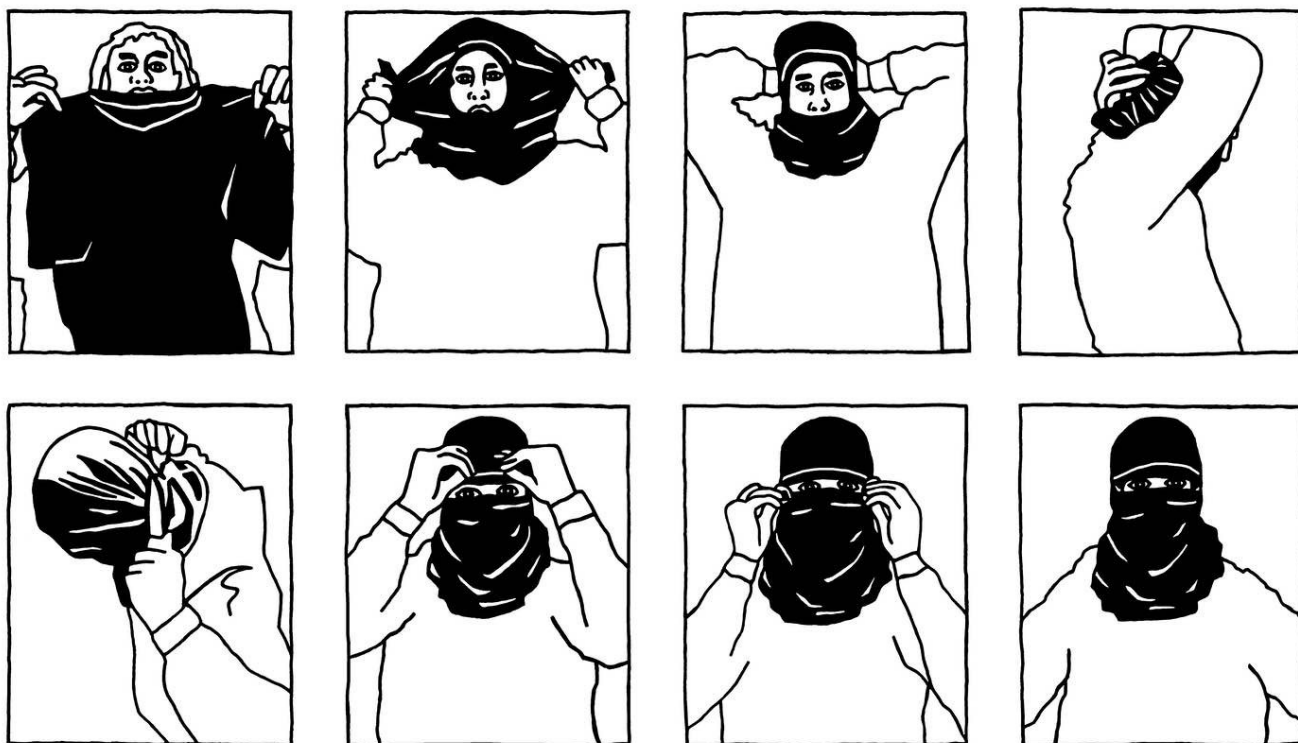
R. A.

À lire : *La réunion du lundi : de l'autogestion appliquée à la Librairie du Boulevard*, Michel Schweri, Genève, Les éditions des sauvages, 2012.

meurtrière depuis que nous enregistrons les féminicides en Suisse. Un féminicide a été commis toutes les semaines et demie », nous rappelle Offensive contre les féminicides.

Le Chat déchaîné

Organe de la Fédération Libertaire des Montagnes



Dans ce numéro

RÉARMEMENT MILITAIRE, DÉSINTÉGRATION DU SOLIDAIRE, pp. 1 & 3-4 – **“ÇA TUE, ÇA POLLUE, ÇA REND CON”**, p. 4 – **POLICE COMPLICE**, p. 5 – **AFGHANISTAN**, p. 5 – **BURKINA FASO**, p. 5 – **CONTRE LE PILLAGE DU MONDE**, p. 6 – **ALLEMAGNE : L’ANTIFASCISTE HANNA CONDAMNÉE À 5 ANS DE PRISON**, p. 7 – **UN SYNDICAT D'EXTRÊME-DROITE À L'USS**, p. 7 – **LIBÉRATION D'UN RÉVOLUTIONNAIRE**, p. 7 – **LA LITTÉRATURE AU PEUPLE !**, pp. 8-9 – **COMPRENDRE LES ARGUMENTS ANTI-PALESTINIENS**, pp. 10-12 – **NOUS N'AVONS PAS (ENCORE) FAIT ASSEZ**, pp. 12-13 – **ENCORE UN RENVOI IGNOBLE**, p. 14 – **SYNDICATS : IL FAUT POUVOIR PARLER DE POLITIQUE !**, pp. 14-18 – **AUTOGESTION**, pp. 18-19 – **FÉMINICIDES**, pp. 19-20

